

## Lettre aux parents d'élèves

# CONTRE LA DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC

Manifestation le samedi 19 novembre à 10 h devant la préfecture de St Denis

Madame, Monsieur, chers parents,

L'enseignement professionnel sous statut scolaire, public et laïque, représente une conquête sociale importante : ainsi de nombreux jeunes obtiennent en lycée professionnel un diplôme national reconnu par les conventions collectives et les statuts.

Or, le Président de la République vient de lancer une nouvelle réforme de la voie professionnelle visant à redonner aux patrons la main sur les formations et sur l'existence des diplômes. Aucune des mesures annoncées par M. Macron ne va dans le sens de l'intérêt des élèves, comme des professeurs. Tout au contraire, ce projet menace très gravement l'avenir des jeunes de la voie professionnelle !

- ⇒ Renforcer l'autonomie des établissements : **les horaires et contenus disciplinaires pourraient varier d'un lycée à l'autre**, d'une région à l'autre en fonction des besoins de main d'œuvre des entreprises locales. C'est à la fois la remise en cause d'un enseignement national, le même pour tous, et l'impossibilité pour les jeunes d'accéder à **un diplôme reconnu nationalement et de pouvoir trouver un emploi qualifié n'importe où en France**.
- ⇒ Faire présider les Conseils d'administration des LP par « les principaux employeurs de la région ». Ce sont eux qui détermineraient la création de filières professionnelles en fonction de leurs besoins et la fermeture de diplômes professionnels, au mépris des choix des élèves et de leur avenir.
- ⇒ Allonger de 50% la durée des périodes de formation en milieu professionnel, c'est supprimer autant d'heure de cours de français, d'histoire-géographie, de mathématiques et physique, de langue vivante, de PSE, d'arts appliqués, de technologie, d'Éducation Physique et Sportive... et d'enseignement professionnel ; **c'est interdire aux élèves des Lycées Professionnels d'accéder à la culture générale à laquelle ils ont droit et d'acquérir des connaissances indispensables à l'obtention de leur diplôme**.
- ⇒ Ces stages seraient payés aux élèves par l'État : on ne sait pas encore quel en serait le montant mais il s'agirait en réalité d'une gratification inférieure à la rémunération d'un jeune en contrat d'apprentissage). Et au-delà de cette question, c'est bien la durée et la finalité de ces stages qui posent problème. **Pour les entreprises, ce sera une main-d'œuvre gratuite, rendant encore plus illusoires les perspectives d'embauches futures**.
- ⇒ C'est à la fin, la disparition de la formation professionnelle sous statut scolaire assurée par des Professeurs de Lycée Professionnel, fonctionnaires d'Etat dont le statut serait remis en cause : de 8000 à 10 000 postes de PLP seraient supprimés. Des formations disparaîtraient et des LP seraient fermés.

Nos élèves n'ont pas besoin de plus d'entreprise mais de plus d'école, plus de culture, plus de connaissances... Nous voulons **LE RETRAIT DE CETTE REFORME**.

Il nous faut monter d'un cran le rapport de force. A Paris, une manifestation nationale est organisée le samedi 19 novembre en direction du ministère.

**La Confédération FORCE OUVRIERE soutient cette manifestation, car la défense des LP, c'est la défense des diplômes et des qualifications reconnues dans les conventions collectives. C'est l'affaire de tous les salariés du public et du privé qui refusent la régression sociale et la déqualification.**

Elle appelle les salariés du public comme du privé, les parents d'élèves, les lycéens à participer à cette manifestation à St Denis.